

**Commune de Rombas  
Département de la Moselle  
Arrondissement de Metz-Campagne**

**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 2 DECEMBRE 2025**

**Délibération n° 2025/12/07**

Date de la  
convocation :  
25 novembre 2025

La séance débute à  
18h00  
et se termine à 19h15

Acte exécutoire à  
compter du :  
4 décembre 2025

Affichée en Mairie  
le :  
4 décembre 2025

**Conseillers élus : 29    Conseillers en fonction : 29    Conseillers présents : 20**

**Étaient présent(e)s (20)**

M. FOURNIER Lionel, Maire  
M. RISSER Charles  
Mme WAGNER Veronica  
M. NOBILE Didier  
Mme MUHLMANN Aude  
M. DUMON Joël  
Mme OUTOMURO Clotilde

Mme KEUVREUX Anita  
Mme COLOMBEY Fabienne  
M. RUPPERT José  
M. BARBARAS Pascal  
Mme DA ROCHA Maria  
M. IAFRATE Michel  
M. PELTIER Xavier

M. DOLBEAU Jonathan  
Mme GATTO Josiane  
Mme INTERRANTE Rose Marie  
M. VILLA Victor arrivé à 18 h 34  
M. BEN-ARIF Samir  
Mme STEINBACH Danielle

**Étaient absent(e)s avec procuration (6)**

Mme MACAIGNE Christèle procuration à Mme WAGNER Veronica

M. Vincent MARRELLA procuration à M. RISSER Charles

Mme KRAOUCHE Bakhta procuration à M. DUMON Joël

Mme BENCI Monique procuration à Mme Anita KEUVREUX

M. IORFIDA Serge procuration à M. BEN-ARIF Samir

Mme MOLINA Angélique procuration à M. Jonathan DOLBEAU

**Était absent(e)s excusé(e)s (3)**

M. CHARO Michel  
M. SAUDRY Thierry  
Mme BALZER Lise

Secrétaire de séance : M. DOLBEAU Jonathan

## **7. Approbation du rapport de la Commission Loca d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Communauté de Communes du Pays Orne Moselle.**

Le 1er janvier 2017, la Communauté de Communes du Pays Orne Moselle (CCPOM) a adopté le régime de la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU).

Afin de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources opérés lorsqu'un EPCI opte pour le régime de la fiscalité professionnelle unique, la loi n° 92.125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République, a mis en place le mécanisme des attributions de compensation.

Par ailleurs, l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts prévoit la création entre l'EPCI et ses communes membres, d'une commission chargée d'évaluer le montant des charges transférées (CLECT). Cette évaluation est un préalable nécessaire à la fixation (ou à la révision) du montant de l'attribution de compensation entre une commune et son EPCI.

La CLECT de la CCPOM, installée parallèlement au passage en FPU, a pour mission :

- D'une part, de procéder à l'évaluation du montant de la totalité des charges transférées par les communes à la CCPOM et correspondant aux compétences qui lui sont dévolues,
- D'autre part, de calculer les attributions de compensation versées par la CCPOM à chacune des communes membres.

La CLECT doit obligatoirement intervenir au cours de la première année en FPU et lors de tout transfert de charges qui peut résulter, soit d'une extension des compétences de la CCPOM soit de la définition de l'intérêt communautaire de telle ou telle compétence. Il appartient à la CLECT de garantir l'équité de traitement et la transparence des méthodes d'évaluation des charges transférées.

La CLECT prépare un rapport d'évaluation des charges transférées qui doit être approuvé par délibérations des conseils municipaux des communes membres à la majorité qualifiée :

- Soit 2/3 des communes représentant au moins 50 % de la population de la communauté de communes,
- Soit 50 % des communes représentant au moins 2/3 de la population de la communauté de communes.

La CLECT de la CCPOM a, lors de sa réunion du 22 septembre 2025, adopté son rapport définitif.

Ce rapport (joint à la présente note de synthèse) porte sur deux points :

- La détermination du montant des attributions de compensation dérogatoires en investissement pour l'année 2025 ;
- La communication du montant 2025 de l'attribution de compensation de fonctionnement concernant les charges transférées.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **d'adopter** le rapport validé par la CLECT lors de sa réunion du 22 septembre 2025.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**ADOpte** le rapport validé par la CLECT lors de sa réunion du 22 septembre 2025.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, 31, Avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex - <https://www.telerecours.fr> - dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Pour extrait certifié conforme,  
Rombas, le 3 décembre 2025.

Le Maire,



Lionel FOURNIER.

Secrétaire de séance,



Jonathan DOLBEAU.